Règlement d'application de diverses dispositions de la loi générale sur les contributions publiques (RDLCP)

D 3 05.04

Tableau historique

du 30 décembre 1958

(Entrée en vigueur : 1^{er} avril 1959)

Le CONSEIL D'ETAT de la République et canton de Genève,
vu l'article 15 de la loi générale sur les contributions publiques, du 9 novembre 1887 (ci-après : la loi),
arrête :

1^{re} partie Impôts cantonaux

Chapitre I⁽¹⁷¹⁾

[Art. 1, 2, 3, 4]⁽¹⁷¹⁾

Chapitre II⁽¹⁹⁶⁾

Art. 5⁽¹⁹²⁾

Chapitre III⁽¹⁹⁶⁾

[Art. 6, 7, 8, 9]⁽¹⁹⁶⁾

Chapitre IV⁽¹¹⁾ Contrôle de l'impôt

Art. 10⁽¹¹⁾ Attributions et compétences

¹ En application notamment des articles 333 à 337 de la loi, les contrôleurs de l'impôt :

- procèdent au contrôle des déclarations d'impôt qui leur sont transmises à cet effet;
- demandent directement et sous leur signature tous renseignements et documents utiles à leur mission;
- se mettent en communication directement avec les contribuables, leurs ayants droit, leur mandataire ou représentant légal, soit verbalement, soit par écrit; convoquent personnellement les intéressés, leur réclament toutes les pièces et preuves permettant de vérifier l'exactitude des déclarations soumises au contrôle.

² Le contrôleur-juriste et les contrôleurs d'impôt ont qualité pour recevoir les témoignages dont parle l'article 309 du code pénal et pour en dresser procès-verbal.

Art. 11⁽¹⁷³⁾

2^e partie Impôts communaux

Chapitre I⁽²⁶⁾ Centimes additionnels communaux

Art. 11A⁽¹³⁸⁾ Part privilégiée : échelle des taux

Le taux de la part privilégiée est déterminé en fonction de l'échelle suivante :

Indice de capacité financière	Part privilégiée	Indice de capacité financière	Part privilégiée
150 points et plus	20%	moins de	
moins de		77 points	53%
150 points	25%	76 points	54%
140 points	26%	75 points	55%
130 points	27%	74 points	56%
120 points	28%	73 points	57%
110 points	29%	72 points	58%
100 points	30%	71 points	59%
99 points	31%	70 points	60%
98 points	32%	69 points	61%
97 points	33%	68 points	62%
96 points	34%	67 points	63%
95 points	35%	66 points	64%
94 points	36%	65 points	65%
93 points	37%	64 points	66%
92 points	38%	63 points	67%
91 points	39%	62 points	68%
90 points	40%	61 points	69%
89 points	41%	60 points	70%
88 points	42%	59 points	71%

87 points	43%	58 points	72%
86 points	44%	57 points	73%
85 points	45%	56 points	74%
84 points	46%	55 points	75%
83 points	47%	54 points	76%
82 points	48%	53 points	77%
81 points	49%	52 points	78%
80 points	50%	51 points	79%
79 points	51%	50 points	80%
78 points	52%		

Art. 11B⁽⁹³⁾ Supplément à la part privilégiée

¹ Le taux de la part privilégiée de la commune de domicile, déterminé selon sa capacité financière (art. 11A du présent règlement), est augmenté de 5% si ses contribuables ont eu à verser à d'autres communes, où ils réalisent un revenu ou ont de la fortune, des impôts qui au total excèdent ceux qu'elle-même a perçus à ce titre d'un montant supérieur à 10% du total des impôts personnes physiques qu'elle a encaissé au cours du dernier exercice connu, et pour autant que le taux de ses centimes additionnels ait été supérieur au taux moyen pondéré des centimes de toutes les communes.

² Le taux de la part privilégiée est augmenté de 10% si cet excédent a été supérieur à 25% dudit total.

Art. 11C⁽²¹⁵⁾ Taux de la part privilégiée

La part privilégiée de chaque commune, qui ne peut être abaissée de plus de 5 points d'une année à l'autre, est la suivante pour l'année 2009 :

1.	80%	24.	55%
2.	20%	25.	68%
Anières		Hermance	
3.	80%	26.	71%
Avully		Jussy	
4.	80%	27.	77%
Avusy		Laconnex	
5.	77%	28.	63%
Bardonnex		Lancy	
6.	68%	29.	65%
Bellevue		Meinier	
7.	78%	30.	38%
Bernex		Meyrin	
8.	29%	31.	80%
Carouge		Onex	
9.	58%	32.	63%
Cartigny		Perly-Certoux	
10.	20%	33.	29%
Céligny		Plan-les-Ouates	
11.	80%	34.	26%
Chancy		Pregny-Chambésy	
12.	27%	35.	28%
Chêne-Bougeries		Presinge	
13.	70%	36.	74%
Chêne-Bourg		Puplinge	
14.	57%	37.	80%
Choulex		Russin	
15.	79%	38.	25%
Collex-Bossy		Satigny	
16.	20%	39.	75%
Collonge-Bellerive		Soral	
17.	20%	40.	56%
Cologny		Thônex	
18.	80%	41.	43%
Confignon		Troinex	
19.	28%	42.	20%
Corsier		Vandoeuvres	
20.	73%	43.	80%
Dardagny		Vernier	
21.	26%	44.	80%
Genève		Versoix	
22.	20%	45.	54%
Genthod		Veyrier	
23.	44%		
Grand-Saconnex			

Art. 12⁽²¹⁵⁾ Péréquation centimes additionnels 2009

Le nombre de centimes additionnels à percevoir en 2009 au profit du fonds de péréquation financière intercommunale est de 44,5. Une part, égale à 20% de l'impôt cantonal sur le bénéfice et le capital des personnes morales, leur sert de base d'application.

Chapitre II⁽²⁶⁾ Taxe professionnelle communale

Art. 12A⁽²⁶⁾ Coefficients applicables au chiffre des affaires

¹ Les coefficients sur le chiffre des affaires sont les suivants :

N°	Groupes professionnels	Chiffre des affaires (%)
1.	a) location de locaux meublés, sous-location et affermage de locaux (meublés et non meublés)	6,0 ⁽²⁰³⁾
	b) ⁽²⁰³⁾	

c) location, sous-location et affermage d'emplacements publicitaires	6,0 ⁽¹⁷⁶⁾
2. (213)	
3. Agences de voyages	
a) s/commissions	1,6 ⁽²¹³⁾
b) s/chiffre d'affaires	0,3 ⁽²¹³⁾
4. (213)	
5. Agences de presse	1,8 ⁽²¹³⁾
6. (213)	
7. Appareils et fournitures médicales	0,7 ⁽²¹³⁾
8. Architectes et géomètres	2,4 ⁽²¹³⁾
9. Armuriers, articles de chasse et de pêche	0,7 ⁽²¹³⁾
10. Artistes, journalistes, écrivains	1,3 ⁽²⁰³⁾
11. Assurances	
agents, experts en sinistre :	
a) s/commissions et remboursements de frais	1,4 ⁽²⁰³⁾
compagnies, succursales et agences en régie :	
b) s/prime brutes d'assurance et autres produits	0,9 ⁽²¹³⁾
c) s/prime brutes de réassurance	0,2 ⁽²⁰⁷⁾
12. Automobiles	
a) exploitation de garages, importateurs et distributeurs, accessoires, équipements électriques et pièces détachées	0,2 ⁽²¹³⁾
b) parkings	6,0 ⁽²⁰⁷⁾
13. Avions	0,9 ⁽¹⁸³⁾
14. Avocats, huissiers, notaires et conseillers juridiques	6,0 ⁽²¹³⁾
15. Banques, sociétés financières et gérants de fortunes	
a) s/intérêts actifs	2,0 ⁽²¹³⁾
b) s/commissions et autres produits	6,0 ⁽²¹³⁾
16. Bars, dancings et discothèques	1,2 ⁽²¹³⁾
17. Bateaux, matériel lacustre et chantiers navals	0,6 ⁽²⁰³⁾
18. Bétail	0,9 ⁽¹⁷⁶⁾
19. (142)	
20. Blanchisseries, teintureries et salons-lavoirs	1,1 ⁽¹⁷⁶⁾
21. (142)	
22. Broderie, mercerie, tissus	0,2 ⁽²⁰³⁾
23. (213)	
24. (213)	
25. (213)	
26. (124)	
27. Bureaux de placement	
a) de personnel fixe et temporaire	0,7 ⁽²⁰⁷⁾
b) (207)	
c) gain sur transfert de personnes physiques	5,5 ⁽¹⁹⁷⁾
28. Bureaux de change	4,0 ⁽²¹⁰⁾
29. Cafés, restaurants	1,1 ⁽²⁰⁷⁾
30. (213)	
31. Transports locaux	
a) camionnages, déménagements	1,2 ⁽²¹³⁾
b) taxis et transports de personnes	1,2 ⁽²¹³⁾
c) ambulances	1,8 ⁽²⁰³⁾
32. Caoutchouc, matière plastique (fabrication et commerce de gros)	1,5 ⁽²⁰³⁾
33. (107)	
34. Carrosseries	1,0 ⁽²¹³⁾
35. (107)	
36. (107)	
37. Chauffage et climatisation	0,7 ⁽²⁰⁷⁾
38. Chaussures, maroquinerie, sellerie (réparation et vente)	1,1 ⁽¹⁸³⁾

39. Chenils, pensions pour animaux, zoos	0,7(176)
40. Laboratoires d'analyses	2,5(207)
41. (124)	
42. Cinémas	2,4(213)
43. Cliniques	2,7(189)
44. Combustibles solides et liquides, essence (détail)	0,2(213)
45. (213)	
46. Comptables et fiduciaires	2,0(197)
47. Commissaires-priseurs	3,2(213)
48. (107)	
49. Coutelleries, articles de ménage	0,3(207)
50. Couvreurs	0,8(197)
51. Cuirs et peaux (fabrication d'articles et vente en gros)	0,7(207)
52. Cycles et motos	0,6(207)
53. Dactylographie, multicopies, traductions et bureaux d'adresses	1,0(203)
54. (107)	
55. Denrées coloniales, produits exotiques et matières premières (commerce de gros)	0,2(176)
56. (124)	
57. (114)	
58. Drogueries, herboristeries	0,2(207)
59. Droits d'auteur	1,4(183)
60. (107)	
61. Ecoles privées	1,3(189)
62. Editions, livres, journaux (fabrication et vente)	0,6(207)
63. Electricité	
a) installation et détail, appareils électroménagers	1,3(203)
b) fabrication et gros	1,7(213)
c) centrales de production	1,7(183)
64. Entrepreneurs	
a) génie civil, maçonnerie, carrelage, gypserie-peinture	0,6(203)
b) entreprise générale	0,1(183)
65. Entreprises de garde et de police	1,0(203)
66. Produits alimentaires	
a) vente au détail	0,7(213)
b) vente en gros	0,3(213)
67. Essayeurs-jurés, dégrossissage d'or	0,3(183)
68. Ferblanterie et installations sanitaires	
a) détail et installation	0,9(176)
b) gros	1,6(213)
69. Films (producteurs et distributeurs)	1,3(176)
70. Fleuristes (fleurs naturelles et artificielles)	0,6(213)
71. Fourrures	0,6(207)
72. (213)	
73. Graines, fourrages et engrais	0,2(203)
74. (107)	
75. (107)	
76. Habillement	
a) détail	1,5(207)
b) fabrication et gros	0,5(207)
77. Bijouterie, orfèvrerie (fabrication et gros)	1,7(183)
78. Horlogerie, bijouterie, orfèvrerie (détail)	1,7(183)
79. Horlogerie (fabrication et gros)	1,7(183)
80. Horticulteurs, jardiniers-paysagistes, pépiniéristes	0,6(213)

81. Hôtels	1,7(189)
82. (213)	
83. (213)	
84. (133)	
85. Imprimerie, arts graphiques et divers	1,0(213)
86. Industries métallurgiques	1,0(201)
87. Ingénieurs, agents de brevets, bureaux techniques et géologues	0,9(216)
88. (114)	
89. Instituts d'éducation physique, saunas	1,7(216)
90. Jeux automatiques, salons de jeux	1,4(205)
91. Jouets, articles de bazars	0,8(186)
92. (213)	
93. Location mobilière et de matériel de transport	3,5(210)
94. Machines de bureaux (vente et entretien)	0,7(210)
95. Magasins d'assortiments et grands magasins	1,0(186)
96. Marbriers, tailleurs de pierre	1,2(210)
97. Matériel informatique et prestation de services en matière informatique	1,0(205)
a) vente, location de matériel	1,0(205)
b) conseil, analyse et programmation	1,0(205)
98. Matériaux de construction (fabriques et vente en gros)	0,9(210)
99. Techniciens-dentistes, prothèses dentaires	3,0(186)
100. Médecins et professions assimilées	6,0(180)
101. Meubles (fabrication et vente)	1,1(210)
102. Meubles et objets d'occasion, entreprises de récupération	1,5(210)
103. Minoteries	0,8(205)
104. Musique (instruments, partitions, accordage et studio d'enregistrement)	1,0(216)
105. Nettoyage, imprégnation de sols et désinfection	1,0(216)
106. (107)	
107. (213)	
108. Antiquaires, galeries de tableaux et d'objets d'art	0,5(216)
109. (213)	
110. Oiselleries	0,6(205)
111. Opticiens, acousticiens	1,7(210)
112. Optique (fabriques et commerce de gros)	1,7(180)
113. Outillage, fournitures industrielles et peintures, quincailleries	1,0(210)
114. Papeteries	0,6(186)
115. Papiers et cartonnage (fabriques et commerce de gros)	0,6(210)
116. (114)	
117. Parfums, produits cosmétiques et d'hygiène corporelle	1,7(213)
118. (107)	
119. Peintres en lettres et étalagistes	1,2(210)
120. Pensions et campings	0,7(210)
121. (114)	
122. Pharmacies	1,0(216)
123. Photographie	
a) appareils et fournitures (détail et gros)	0,2(210)
b) laboratoires de développement	3,0(210)
c) (186)	
124. Photographie d'art et industrielle, reporters-photographes	1,4(210)

125. Pierres précieuses en gros	0,5(210)
126. Pierres artificielles et industrielles	1,0(210)
127. (213)	
128. Pompes funèbres	1,8(205)
129. (213)	
130. (213)	
131. Produits chimiques, médicaments, droguerie	
a) importation et grossistes	1,7(210)
b) fabriques	1,7(186)
132. Produits pétroliers	
a) importateurs et grossistes	0,5(205)
b) réseau de distribution, pipelines	4,6(205)
133. (133)	
134. Professions paramédicales	
a) physiothérapeutes	3,8(186)
b) autres	3,5(186)
135. Psychologues et professions assimilées	4,7(210)
136. Publicité	
a) entreprises de publicité et d'affichage s/honoraires	2,0(205)
b) entreprises de publicité et d'affichage s/chiffre d'affaires	1,2(205)
c) dessinateurs, graphistes, maquettistes	1,6(205)
137. (114)	
138. Appareils et supports audio et visuels	0,9(216)
139. Ramoneurs	5,6(216)
140. Régies et agences immobilières (s/commissions de régie et honoraires)	1,9(216)
141. (107)	
142. (114)	
143. Renseignements, conseils commerciaux et autres services	1,6(216)
144. Achats et ventes à l'étranger	0,3(216)
145. Sables et graviers (en gros)	1,7(216)
146. Salons de coiffure et instituts de beauté	1,0(216)
147. Serrureries et constructions métalliques	1,2(216)
148. Sociétés d'exploitation de brevets ou de licences (s/royalties encaissées)	1,3(205)
149. (155)	
150. a) sociétés de service, bureaux de liaison	3,0(216)
b) société de base	2,0(180)
151. Sport (articles de sport)	0,5(216)
152. (114)	
153. Tabac (grossistes et manufactures)	0,8(210)
154. Kiosques, tabacs-journaux	0,8(210)
155. Tapisseries, décorateurs d'intérieur, pose de papiers peints, de moquettes et de revêtements de sols	0,7(216)
156. Tapis	2,2(201)
157. Téléphonie fixe et mobile	4,5(186)
158. (124)	
159. Organisation de spectacles et manifestations	
a) s/chiffre d'affaires	1,2(205)
b) s/commissions et honoraires	1,2(205)
160. Timbres-poste et monnaies	0,2(205)
161. (107)	
162. Transports aériens	0,1(205)
163. Transports internationaux	
a) transitaires et déclarants en douane	0,5(205)
b) affrètement de navires	0,6(205)
c) transporteurs divers	0,8(205)
164. Travaux du bois (menuiserie, charpenterie, ébénisterie)	0,8(216)

165. Treillageurs, stores et clôtures	1,0 ⁽²¹⁶⁾
166. (107)	
167. (114)	
168. (213)	
169. Vitrerie, miroiterie et encadrements	1,4 ⁽²¹⁶⁾

² Sur la part du chiffre des affaires constituée par des commissions, le coefficient est uniformément de 4,5% sous réserve d'un taux différent fixé pour un groupe professionnel particulier.⁽¹⁰⁷⁾

³ Le coefficient applicable aux gains réalisés par un contribuable sur des opérations immobilières est de 5,5%.⁽¹⁰⁷⁾

⁴ Sauf disposition contraire, le coefficient applicable est le même pour tous les stades d'activité d'un même groupe professionnel. Lorsqu'une fabrique vend au détail une partie de sa production, cette part est taxée au taux des ventes au détail si un tel taux est prévu.⁽¹⁰⁷⁾

⁵ Par ventes en gros, il faut entendre les ventes de marchandises à une entreprise en vue de leur transformation ou de leur revente.⁽¹⁰⁷⁾

⁶ Les intérêts des placements effectués par les entreprises qui n'ont pas une vocation financière sont imposés selon le coefficient applicable aux « intérêts actifs ». (164)

Art. 12B⁽¹¹⁹⁾ Intensité de rendement

Lors de la détermination de l'intensité de rendement au sens de l'article 307B, alinéa 4, de la loi, les principes suivants sont appliqués :

- les charges fiscales directes et indirectes, les charges financières, sauf celles des entreprises à caractère financier, les amortissements et la constitution de provisions non justifiées par l'usage commercial, ne sont pas des charges retenues pour la détermination du résultat net d'exploitation;⁽²¹⁶⁾
- les produits financiers, sauf ceux des entreprises à caractère financier, et les produits provenant de la dissolution de réserves ou de provisions non justifiées par l'usage commercial, ne sont pas des produits retenus pour la détermination du résultat net d'exploitation;
- les disparités comptables propres à la forme juridique particulière de chaque entreprise sont rectifiées. Il est notamment tenu compte d'une charge forfaitaire correspondant à la rémunération du propriétaire d'entreprise, qui travaille dans celle-ci et qui ne comptabilise pas son salaire.

Art. 12C⁽¹¹⁹⁾ Echelonnement des coefficients

Pour l'échelonnement prévu à l'article 307B, alinéa 7, de la loi, le coefficient d'un groupe professionnel correspond au rapport :

$$6\% \times b$$

a

dans lequel :

- 6% est le coefficient maximum prévu à l'article 307A, alinéa 1, de la loi,
- a est l'intensité de rendement (en %) la plus élevée des différents groupes professionnels,
- b est l'intensité de rendement (en %) du groupe professionnel dont le coefficient est échelonné.

Art. 13⁽¹¹⁹⁾ Commission permanente⁽²¹³⁾

La commission permanente visée à l'article 307B, alinéa 8, de la loi est composée de 8 membres désignés par le Conseil d'Etat. Elle comprend :

- le conseiller administratif chargé des finances de la Ville de Genève qui la préside, lequel peut se faire représenter par une personne de son choix; ⁽²¹³⁾
- le chef du service de la taxe professionnelle communale de la Ville de Genève qui en est le secrétaire;
- l'adjoint à la direction du service de la taxe professionnelle communale de la Ville de Genève;
- un membre représentant le département des finances; ⁽¹⁶⁷⁾
- un membre délégué par l'Association des communes genevoises;
- 3 représentants des milieux économiques.

Art. 13A⁽¹¹⁹⁾

Les membres de la commission reçoivent pour les séances auxquelles ils ont assisté une indemnité dont le montant est fixé par le Conseil d'Etat.

3^e partie⁽⁶⁴⁾ Perception⁽²¹⁷⁾

Chapitre I⁽²¹⁷⁾

Art. 14⁽¹⁶⁶⁾ Frais, émoluments, prix des documents

Les frais, les émoluments et le prix des documents perçus par l'administration fiscale cantonale sont fixés comme suit :

1. Frais

a) enregistrement de prolongations de délais pour le retour de déclaration :

1 ^o délais accordés jusqu'au 30 juin	5 F
2 ^o délais accordés jusqu'au 31 août	10 F
3 ^o délais accordés au-delà du 31 août	20 F

b) support informatique pour déclaration 30 F

c) rappel recommandé (art. 331 de la loi) :

1 ^o pour déclaration	30 F
2 ^o pour demande de renseignements	15 F

d) rappel pour non-paiement d'un acompte provisionnel (art. 25A) 8 F

e) autre rappel recommandé 15 F

2. Emoluments

a) photocopie :

1 ^o de la déclaration (année courante ou antérieure) :	
– formule de déclaration principale (A)	10 F
– annexe B	5 F
– annexe C	5 F
– état des titres (D)	10 F
2 ^o d'un état locatif	15 F
3 ^o de toute autre pièce, la page	2 F

b) photocopie certifiée conforme :	
– en sus des tarifs de base	5 F
c) attestation :	
1° de type fiscal	8 F
2° relative à des dossiers d'archives de plus de deux ans	13 F
d) demandes de renseignements, avis de droit, conseils, études, notamment : l'émolument est fixé selon l'importance des recherches et la complexité du travail fourni	
3. Prix des documents	
a) formule (supplémentaire) déclaration avec annexes	2 F
double (supplémentaire) formule déclaration avec annexes	2 F
b) formule (supplémentaire) état des titres	1 F
double (supplémentaire) formule état des titres	1 F
c) formule (supplémentaire) état locatif	1 F
d) formule certificat de salaire :	
1° jusqu'à 4 pièces	gratuit
2° à partir de 5, la pièce	0,10 F
e) barèmes :	
1° impôt cantonal imprimé	4 F
2° impôt à la source imprimé	4 F
3° impôt à la source sur support informatique	30 F
f) liste des centimes additionnels communaux	1 F
g) formules éditées par l'administration fédérale des contributions, selon les tarifs fixés par l'administration fédérale	

Chapitre II⁽²¹⁷⁾

[Art. 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23] ⁽²¹⁷⁾

Art. 24⁽²⁸⁾

Art. 25⁽¹⁹⁴⁾

4^e partie Autres impôts cantonaux

Chapitre I Taxe personnelle

Art. 26⁽¹⁰⁾ Désignation des institutions d'assistance privée

Les personnes régulièrement assistées par les institutions de bienfaisance privées genevoises, confédérées ou étrangères, domiciliées à Genève, qui ont pour but l'assistance des indigents, sont exemptées de la taxe personnelle conformément à l'article 377, lettre d, de la loi.

Art. 27 Chômeurs

¹ Les contribuables qui ont chômé plus de six mois dans une année et qui n'ont pas d'autres ressources que leur salaire et les allocations diverses de chômage ou de crise peuvent demander l'exonération de la taxe personnelle pour ladite année.

² Les demandes, accompagnées de pièces justificatives, doivent être adressées au département des finances ⁽¹⁶⁷⁾ dans les trente jours qui suivent la fin de la période de six mois de chômage.

³ La présente disposition ne dispense pas les contribuables, au bénéfice d'un permis de séjour, qui sont en cours de période de chômage inférieure à six mois, de l'obligation de payer la taxe personnelle lors du renouvellement du permis.

⁴ Dans ce cas, si la période de chômage se prolonge au-delà de six mois, il en est tenu compte lors du renouvellement du permis l'année suivante; les dispenses de paiement sont accordées par le département des finances. ⁽¹⁶⁷⁾

Chapitre II Impôt sur les chiens

Art. 27A⁽²¹¹⁾ Lieu de paiement de l'impôt

La marque attestant du paiement de l'impôt est délivrée par la commune de domicile du propriétaire de chien ou par le département des finances.

Art. 28⁽²¹¹⁾ Date de paiement de l'impôt

¹ L'impôt est payé jusqu'au 1^{er} avril de l'année en cours.

² La marque acquise pour l'année précédente est valable jusqu'à cette date.

³ Dans le courant de décembre, les possesseurs de chiens sont informés, par un avis publié dans la Feuille d'avis officielle et un avis affiché dans tout le canton, de l'époque de paiement de l'impôt, du délai dans lequel il doit être effectué, et du lieu où doit s'opérer le retrait des marques numérotées.

Art. 28A⁽²¹¹⁾ Remboursement de l'impôt

¹ Le remboursement d'une marque rendue dans le courant de l'exercice peut être obtenu au lieu où la marque a été retirée.

² Le requérant doit produire une pièce de légitimation de la personne au nom de laquelle la marque a été établie.

³ Il est perçu un émolument de 5 F pour chaque marque rendue.

Art. 29⁽²¹¹⁾ Remplacement des marques disparues

¹ Seul le département des finances remplace les marques disparues.

² Les frais d'annulation de la marque, dont la publication dans la Feuille d'avis officielle, sont fixés à 15 F.

Art. 29A⁽²¹¹⁾ Identification du chien

Tout chien doit être porteur, pour être identifié, outre de la puce électronique prévue par la loi, d'une médaille avec le nom, l'adresse et le numéro de téléphone de son propriétaire.

Chapitre IIA⁽⁹⁵⁾ Impôt sur les cycles et véhicules assimilés

Art. 29B⁽²¹¹⁾

Les communes autorisées à délivrer les signes distinctifs avec permis pour cyclomoteurs reçoivent à titre de rétrocession une somme de 3 F prélevée sur l'impôt perçu à l'occasion de la délivrance du signe distinctif.

Chapitre III⁽²⁾ Impôt sur les véhicules à moteur et sur leurs remorques

Art. 30⁽¹⁹³⁾ Délégation de compétence

Le département des institutions⁽²⁰⁸⁾, soit pour lui l'office cantonal des automobiles et de la navigation⁽²¹⁴⁾, est compétent pour calculer, notifier et percevoir l'impôt sur les véhicules à moteur et sur leurs remorques.

Art. 31⁽¹⁹³⁾ Coefficient de conversion

¹ Lorsque la puissance effective du véhicule n'est pas connue, le coefficient de conversion suivant est applicable :

- a) pour les voitures de tourisme (art. 415 de la loi) : 0,045 kW/cm³;
- b) pour les motocycles, tricycles et quadricycles (art. 418 de la loi) : 0,055 kW/cm³.

² Ce coefficient est multiplié par la cylindrée exprimée en cm³ et permet ainsi d'obtenir les kW fiscalement imposables.

Art. 32⁽¹⁹³⁾ Exonération

¹ Les véhicules spécialement aménagés et utilisés exclusivement pour le transport d'une personne gravement infirme sont exonérés de l'impôt sur les véhicules à moteur lorsque leur détenteur est régulièrement assisté par une institution d'aide aux infirmes et que son revenu imposable ne dépasse pas le seuil fixé par le département des institutions⁽²⁰⁸⁾.

² Le détenteur, titulaire d'une carte de forain délivrée dans le canton, bénéficie de 50% d'exonération sur les véhicules destinés au transport de choses (au sens des art. 416 et 422, al. 1, de la loi), s'ils sont utilisés exclusivement pour l'activité foraine.

³ Dans le but d'inciter à l'acquisition de véhicules de faible consommation ou peu polluants, le Conseil d'Etat détermine chaque année, par voie d'arrêté, les modèles mis au bénéfice d'une exonération s'appliquant depuis la date de première mise en circulation du véhicule jusqu'à la fin de l'année en cours ainsi que les deux années suivantes. Le département des institutions⁽²⁰⁸⁾ est chargé d'établir un récapitulatif annuel des actions engagées et de l'intégrer au rapport annuel de gestion de l'Etat de Genève.

⁴ Sont réputés de faible consommation les véhicules dont le quotient consommation/poids est inférieur à la valeur fixée par arrêté du Conseil d'Etat.

⁵ Sont réputés peu polluants les véhicules qui respectent la norme ou le label fixé par arrêté du Conseil d'Etat.

⁶ Pour les modèles qui devraient être ajoutés à la liste du Conseil d'Etat, la demande d'exonération doit être formulée par l'importateur, en fournissant les données nécessaires.

⁷ Sous l'égide du département des institutions⁽²⁰⁸⁾, il est institué un groupe de travail chargé d'étudier la préparation de l'arrêté annuel du Conseil d'Etat. Il est composé comme suit :

- a) 1 représentant de l'office cantonal des automobiles et de la navigation⁽²¹⁴⁾;
- b) 1 représentant du service de l'énergie⁽²¹⁴⁾;
- c) 1 représentant du service de protection de l'air⁽²¹⁴⁾.

Art. 33⁽¹⁹³⁾ Frais de rappel

Le supplément pour frais de rappel d'impôt s'élève à 10 F par bordereau.

[Art. 34, 35]⁽¹⁹³⁾

Art. 36⁽²⁾ Ambulances

¹ Les ambulances sont des voitures automobiles spécialement aménagées et utilisées exclusivement pour le transport de personnes malades ou blessées, étendues sur un lit portatif.

² Pour bénéficier du tarif prévu à l'article 421 de la loi, les détenteurs d'ambulances doivent fournir chaque année à l'office cantonal des automobiles et de la navigation⁽²¹⁴⁾ une attestation signée du médecin cantonal, établissant qu'après examen, le véhicule a été reconnu en bon état d'entretien intérieur et qu'il présente les qualités d'hygiène et de confort que l'on peut exiger d'une ambulance.

Art. 37⁽¹⁹³⁾ Plaques professionnelles⁽²¹⁸⁾

¹ Les détenteurs de plaques professionnelles paient un impôt annuel de :

- a) 100 F pour les motocycles, y compris les motocycles légers;
- b) 50 F pour les motocycles légers seulement;
- c) 100 F pour les tracteurs agricoles et les véhicules agricoles;
- d) 430 F pour les autres véhicules à moteur;
- e) 130 F pour les remorques et semi-remorques.

² Les articles 413, 423, 424, 425, 429, 430 et 430A de la loi sont applicables aux impôts prévus par le présent article. ⁽²¹⁸⁾

Art. 38⁽⁴⁶⁾

Art. 39⁽²⁾ Barème applicable

Lorsqu'un véhicule peut être taxé selon plusieurs barèmes différents, le barème applicable est celui qui, dans le cas particulier, permet la perception de l'impôt annuel le plus élevé.

Chapitre IIIA⁽⁹⁰⁾ Impôt sur les bateaux

Art. 40⁽²¹⁸⁾ Délégation de compétence

Le département des institutions, soit pour lui l'office cantonal des automobiles et de la navigation, est compétent pour calculer, notifier et percevoir l'impôt sur les bateaux.

Art. 41⁽²¹⁸⁾

Art. 42⁽⁹⁰⁾ Calcul de l'impôt

¹ La puissance déterminante du moteur est la puissance en kilowatts (kW) fixée par le constructeur ou un service de contrôle. La puissance fiscale est calculée selon la formule suivante : 1 kW = 1,36 CV. Lorsque la puissance en kW n'est pas connue, la puissance déterminante est la puissance en chevaux fixée par le constructeur ou un service de contrôle.⁽¹³⁶⁾

² L'imposition d'un bateau à moteur qui peut être muni de plusieurs moteurs de puissances différentes est calculée sur la base du moteur qui a le plus de puissance.

³ L'imposition d'un bateau à moteur équipé de plusieurs moteurs fonctionnant simultanément est calculée en additionnant la puissance de chaque moteur.

⁴ La surface vélique déterminante est calculée conformément à l'annexe 12 de l'ordonnance sur la navigation dans les eaux suisses, du 8 novembre 1978. ⁽²¹⁸⁾

⁵ Le poids déterminant est celui du bateau entièrement équipé et prêt à naviguer, muni des accessoires usuels.

⁶ Lorsqu'un bateau peut être imposé selon plusieurs barèmes différents, le barème applicable est celui qui, dans le cas particulier, permet la perception de l'impôt annuel le plus élevé.

Art. 43⁽¹⁹³⁾ Non-paiement de l'impôt

¹ Le supplément pour frais de rappel d'impôt s'élève à 10 F par bordereau.

² Le signe distinctif du bateau est annulé en cas de non-paiement de l'impôt.

Art. 44⁽²¹⁸⁾

Art. 45⁽²¹⁸⁾ Modification du bateau

Tout changement apporté à un bateau de nature à entraîner une modification de l'impôt doit être signalé, sans délai, à l'office cantonal des automobiles et de la navigation.

Art. 45A⁽²¹⁸⁾

Chapitre IV⁽¹²⁵⁾

[Art. 46, 47, 48, 49, 50, 51, 52, 53, 54, 55, 56, 57] ⁽¹²⁵⁾

Chapitre V Taxe sur les compagnies d'assurance contre l'incendie

Art. 58⁽⁹⁾ Taux de la taxation

Le taux de la taxation annuelle du capital assuré par les compagnies d'assurance contre l'incendie qui opèrent dans le canton, à titre de contribution aux frais nécessités par le service de sûreté contre l'incendie, est fixé à 0,05%; soit 5 centimes par mille francs.

Chapitre VI Dispositions finales et transitoires

Art. 59 Clause abrogatoire

Sont abrogés les arrêtés et règlements suivants dont le texte est incorporé dans le présent règlement :

- 1° règlement concernant la taxe imposée aux personnes domiciliées à l'étranger et travaillant sur le territoire genevois, du 22 novembre 1955;
- 2° arrêté concernant la taxe imposée aux personnes domiciliées à l'étranger, autres que les frontaliers, et travaillant temporairement sur territoire genevois, du 21 octobre 1947;
- 3° règlement concernant la fixation de la valeur des produits employés par les contribuables pour leur propre consommation et celle de leur famille, du 23 décembre 1955;
- 4° arrêté du 21 mai 1946 (sommes versées à l'université);
- 5° règlement concernant la constitution de réserves latentes sur les marchandises, à l'exclusion de celles sur les stocks obligatoires, du 18 avril 1952;
- 6° arrêté du 4 février 1938 (réclamation préalable au recours en matière d'estimation des immeubles);
- 7° arrêté du 1^{er} décembre 1942 (droits pour l'enregistrement des actes de cautionnement);
- 8° règlement du 28 décembre 1956, concernant la répartition intercommunale des impôts cantonaux servant de base à la perception des centimes additionnels communaux;
- 9° arrêté déléguant au premier adjoint de la commune et, à son défaut, au deuxième adjoint, le pouvoir de recevoir le serment prêté par le maire de la commune en qualité de membre de la commission taxatrice communale, conformément à l'article 311 de la loi générale sur les contributions publiques, du 19 juillet 1939;
- 10° arrêté du 11 mars 1938 (frais de rappels, etc.);
- 11° arrêté autorisant le département des finances et contributions à percevoir diverses sommes, en plus des frais fixés par l'arrêté du Conseil d'Etat du 11 mars 1938, du 24 décembre 1949;
- 12° arrêté relatif au service du contrôle cantonal de l'impôt, du 23 janvier 1925;
- 13° règlement de la commission cantonale de recours en matière d'impôts cantonaux et communaux, du 19 mars 1955;
- 14° arrêté du 22 février 1929 : émoulement pour recours en matière d'impôts écartés;
- 15° arrêté du 9 décembre 1933 (escompte de 2%);
- 16° arrêté du 18 janvier 1938 (exemption de la taxe personnelle pour les institutions de bienfaisance);
- 17° arrêté du 18 janvier 1938 (exemption de la taxe personnelle pour les chômeurs);
- 18° arrêté concernant les tracteurs agricoles, les motomachines, les machines de travail et autres, qui empruntent la voie publique et relatif à la perception d'une taxe annuelle, du 24 avril 1953;
- 19° arrêté relatif à la taxe des taxis, du 12 mai 1953;
- 20° arrêté relatif à l'impôt sur les véhicules à moteur, du 23 octobre 1935;
- 21° arrêté concernant les voitures de location, les plaques professionnelles et les plaques d'essai (art. 2 et 3), du 18 avril 1950;
- 22° arrêté fixant la taxe annuelle pour les voitures d'instructeur, du 21 avril 1950;
- 23° règlement du 6 octobre 1958, exemptant les véhicules spéciaux d'infirmités de la taxe sur les véhicules à moteur;
- 24° arrêté relatif à la perception d'un émoulement administratif pour la délivrance de duplicata de reçus de taxe sur les chiens, du 22 août 1945;
- 25° règlement du 15 février 1957, relatif à l'émoulement et aux frais de publication concernant le remplacement des marques de chiens disparues;
- 26° arrêté du 6 février 1931 : assurance incendie, taux appliqué aux compagnies à titre de contribution aux frais nécessités par le service de sûreté contre l'incendie;
- 27° règlement d'exécution de la loi instituant une taxe sur les affiches, du 2 février 1924, du 25 mars 1924;
- 28° règlement d'application de l'article 3 de la loi du 2 février 1924, relatif à l'exonération de la taxe sur les affiches, du 10 mai 1940.

RSG	Intitulé	Date d'adoption	Entrée en vigueur
D 3 05.04	R d'application de diverses dispositions de la loi générale sur les contributions publiques	30.12.1958	01.04.1959
<i>Modifications :</i>			
1. n.t. : 12		03.05.1960	08.05.1960
2. n.t. : chap. III de la quatrième partie (30-39)		23.12.1960	01.01.1961
3. n. : 36bis		16.03.1962	01.01.1962
4. n. : chap. I bis de la première partie (4a-4e)		13.11.1962	01.01.1963
5. n.t. : 12		19.03.1963	24.03.1963
6. a. : chap. IV de la première partie, 10		19.03.1963	24.03.1963
7. n.t. : 14/1		17.01.1964	26.01.1964
8. n.t. : 26		28.02.1964	06.03.1964
9. n.t. : 58		10.04.1964	01.04.1959
10. n.t. : 26		10.04.1964	01.01.1964
11. n. : chap. IV de la première partie, 10		16.06.1964	19.06.1964
12. n. : 13A		29.01.1965	03.02.1965
13. n.t. : 13A		16.03.1965	21.03.1965
14. n.t. : 4c/1		02.07.1965	01.01.1965
15. n.t. : 1-3		14.09.1965	01.01.1966
16. n.t. : 12/2		17.12.1965	23.12.1965
17. n.t. : chap. IV de la quatrième partie (46-57)		16.12.1966	01.01.1967
18. n.t. : restructuration des chap. I-I bis de la première partie en chap. I de la première partie (1-4, 4A-4B)		27.01.1967	01.01.1967
19. n. : 2/5; n.t. : 2/2, 2/4, 4A		26.01.1968	01.01.1968
20. n.t. : 38		24.07.1968	01.01.1968
21. n. : 2A; n.t. : 2/5		17.12.1968	24.12.1968
22. n.t. : 12/2		14.03.1969	20.03.1969
23. n.t. : 52/1b		01.04.1969	10.04.1969
24. n.t. : 22; a. : 18/1 in fine, 21 in fine, 23/1 phr. 2, 55/1 in fine, 55/2		22.04.1969	29.04.1969
25. n.t. : 2/4; a. : 2/5		05.12.1969	01.01.1970
26. n. : chap. I de la deuxième partie, chap. II de la deuxième partie (12A-12C); n.t. : 13, 15/1		12.12.1969	01.01.1970
27. n.t. : 24		16.01.1970	01.01.1970
28. a. : 24		23.06.1970	04.07.1970
29. n.t. : 5		09.10.1970	01.01.1971
30. n.t. : 2/2		17.11.1970	01.01.1971
31. n.t. : 12/2		23.02.1971	01.01.1971
32. n.t. : 55		01.06.1971	21.06.1971
33. n. : 2/5		18.08.1971	26.08.1971
34. n.t. : 12A/1 (n° : 1, 11-12, 20, 27, 31, 44, 60, 66, 87, 92-93, 97-98, 101, 105, 109, 120, 124, 132, 146-147, 150, 152, 157, 165, 168), 12A/2; a. : 12A/13		16.11.1971	23.11.1971
35. n.t. : 2/2		08.12.1971	01.01.1972
36. n.t. : 25		08.12.1971	01.01.1972
37. n.t. : 14/1		22.12.1971	01.01.1972
38. n.t. : 2/5		08.03.1972	16.03.1972
39. n.t. : 5		08.11.1972	01.01.1973
40. n.t. : 2/2		29.11.1972	01.01.1973
41. n. : 9A		25.07.1973	02.08.1973
42. n.t. : 12/2		03.04.1974	01.01.1972
43. n. : 11A-11C; a. : 12		10.04.1974	01.01.1974
44. n.t. : 12A/1 (n° : 20, 22, 31, 35, 37-38, 44, 47-49, 56, 70, 78-81, 85)		17.07.1974	01.01.1974
45. n.t. : 2/2-3		25.09.1974	01.01.1975
46. n.t. : 25; a. : 38		02.12.1974	01.01.1975
47. n.t. : 11B-11C		02.12.1974	01.01.1975
48. n.t. : 5		09.12.1974	01.01.1975
49. n. : chap. IIA de la première partie, 5A		08.01.1975	01.01.1975
50. n.t. : 12A/1 (n° : 3, 8, 12, 17, 34, 50, 53-54, 62, 73, 77, 91-94, 106, 113-115, 117, 120, 122-125, 129, 131, 137, 141-142, 147, 152-155, 158, 161, 163, 165-166, 168-169)		09.04.1975	01.01.1975
51. n. : 6A		02.06.1975	12.06.1975
52. n.t. : 11B-11C		15.09.1975	01.01.1976
53. n.t. : 12A/1 (n° : 74, 86, 89, 134)		29.09.1975	01.01.1976
54. n.t. : 1/3, 2/1, 3/1		29.10.1975	06.11.1975
55. n.t. : 14/1		01.12.1975	01.01.1976
56. n.t. : 5A		22.12.1975	01.01.1976
57. n.t. : 48/1		14.07.1976	22.07.1976
58. n.t. : 11B-11C		04.10.1976	01.01.1977
59. n.t. : 2/2		10.11.1976	01.01.1977
60. n.t. : 5A		22.12.1976	01.01.1977
61. n.t. : 11B-11C		19.10.1977	01.01.1978
62. n.t. : 5		23.11.1977	01.01.1978
63. n.t. : 5A		23.11.1977	01.01.1978
64. n. : 25A-25B; n.t. : troisième partie, chap. I de la troisième partie, 14/1a, chap. III de la troisième partie, 25; a. : 13A		31.05.1978	01.01.1979
65. n.t. : 11B-11C		13.09.1978	01.01.1979
66. n.t. : 2/2		25.10.1978	01.01.1979
67. n.t. : 5A		22.11.1978	01.01.1979
68. n. : 25C; n.t. : 25/2, 25A		07.02.1979	01.01.1979
69. n. : 5B; n.t. : chap. II de la première partie, 5A (note); a. : chap. IIA de la première partie		23.05.1979	01.01.1979
70. n. : 25A/2-4; a. : 25C		04.07.1979	12.07.1979
71. a. : chap. V de la première partie, 11		08.08.1979	18.08.1979
72. n.t. : 11B-11C		05.09.1979	01.01.1980

73. n.t. : 5A	21.11.1979	01.01.1980
74. n.t. : 1/2	03.12.1979	01.01.1980
75. n.t. : 11B-11C	27.08.1980	01.01.1981
76. n.t. : 2/2-3	22.10.1980	01.01.1981
77. n.t. : 5A	12.11.1980	01.01.1981
78. n.t. : 11B-11C	02.09.1981	01.01.1982
79. n.t. : 5A	28.10.1981	01.01.1982
80. n.t. : 2/2-3, 2/5, 2A	18.11.1981	01.01.1982
81. n.t. : 12A/1 (n° : 44b)	30.06.1982	08.07.1982
82. n.t. : 2A (note), 2A/1a-e, 2A/4a	30.06.1982	10.07.1982
83. n. : chap. V de la première partie, 11	20.10.1982	01.01.1983
84. n.t. : 2/2	20.10.1982	01.01.1983
85. n.t. : 14	24.11.1982	01.01.1983
86. n.t. : 5A	24.11.1982	01.01.1983
87. n.t. : 2/5	01.12.1982	01.01.1983
88. n.t. : 11B-11C	26.01.1983	01.01.1983
89. n.t. : 11	08.06.1983	01.01.1984
90. n. : chap. IIIA de la quatrième partie (40-45, 45A-45B)	17.08.1983	25.08.1983
91. n.t. : 2/2, 2A/4	12.10.1983	01.01.1984
92. n.t. : 5A	02.11.1983	01.01.1984
93. n. : (d. : 11B >> 11C) 11B; n.t. : 11C, 12	02.11.1983	01.01.1984
94. n.t. : 12A/1 (n° : 66, 98, 132)	28.11.1983	01.01.1984
95. n. : chap. IIA de la quatrième partie, 29A	08.02.1984	16.02.1984
96. n.t. : 11C, 12	01.10.1984	01.01.1985
97. n.t. : 2/2	10.10.1984	01.01.1985
98. n.t. : 1/2c, 2/1	10.10.1984	01.01.1985
99. n.t. : 11	10.10.1984	01.01.1985
100. n.t. : 5A	10.12.1984	01.01.1985
101. n.t. : 12A/1 (n° : 29, 64, 86, 92, 95, 101-102, 106, 110-111, 114, 118, 124-125, 132, 134, 138, 162, 163)	10.04.1985	01.01.1985
102. n.t. : 2/5		
103. n.t. : 11C, 12	03.07.1985	01.01.1985
104. n. : chap. IIIA de la première partie (9B-9D)	04.09.1985	01.01.1986
105. n.t. : 5A	09.10.1985	01.01.1986
106. n.t. : 2/2		
107. n. : 13A; n.t. : 12A/1 (n° : 3, 5, 7-8, 12-13, 17-19, 21-25, 27, 30, 37-38, 40, 44-45, 50, 52, 58, 62, 63a-b, 64, 67-68, 70-71, 76, 78-79, 81, 85-86, 127), 12A/2-5, 13; a. : 12A/1 (n° : 33, 35-36, 47-49, 54, 60, 63c, 74-75, 77, 97, 106, 118, 141, 161, 166), 12A/6-12, 12B-12C	16.10.1985	01.01.1986
108. n.t. : 12A/1 (n° : 163)	06.11.1985	01.01.1986
109. a. : 11	22.01.1986	01.01.1986
110. n. : 5C	21.05.1986	01.01.1986
111. n.t. : 5A	09.07.1986	17.07.1986
112. n. : 9E; n.t. : 9D	06.10.1986	01.01.1987
113. n.t. : 2/2	05.11.1986	13.11.1986
114. n. : 12A/1 (n° : 49, 97); n.t. : 12A/1 (n° : 44, 63, 89-91, 93-94, 96, 98-100, 103-104, 109, 112-113, 115, 117, 119-120, 122-123, 126, 129-132, 135, 139, 145-147, 151, 153, 155-156, 165, 168-169); a. : 12A/1 (n° : 57, 88, 116, 121, 137, 142, 152, 154, 167)	08.12.1986	01.01.1987
115. n. : (d. : 9B/4-7 >> 9B/5-8) 9B/4	14.01.1987	22.01.1987
116. n.t. : 1, 2/1, 2/3-4, 3, 4A-4B; a. : 2/5	04.02.1987	01.01.1987
117. n. : 11	04.02.1987	01.01.1987
118. n.t. : 11C, 12	11.02.1987	01.01.1987
119. n. : (d. : 13-13A >> 12B-12C) 13-13A	11.02.1987	19.02.1987
120. n.t. : 28/3, 29	11.02.1987	01.03.1987
121. n.t. : 11A, 11C, 12	09.09.1987	01.01.1988
122. n.t. : 9B/2, 9B/3b	28.09.1987	08.10.1987
123. n.t. : 5A	25.11.1987	01.01.1988
124. n. : 12A/1 (n° : 47); n.t. : 12A/1 (n° : 1, 9, 11, 15-16, 20, 28, 31-32, 34, 42-43, 46, 51, 53, 55, 61, 63, 65, 72-73, 80, 83, 99, 134, 155-156); a. : 12A/1 (n° : 26, 41, 56, 157-158)	07.12.1987	01.01.1988
125. a. : chap. IV de la quatrième partie (46-57)	06.01.1988	01.01.1988
126. a. : 11	29.02.1988	01.01.1988
127. n. : (d. : 9B/6-8 >> 9B/7-9) 9B/6; n.t. : 9B/2, 9B/5	14.03.1988	24.03.1988
128. n. : (d. : 9D/2-4 >> 9D/3-5) 9D/2		
129. n.t. : 11A, 11C, 12	06.07.1988	21.07.1988
130. n. : 5C/3; n.t. : 5C/2	07.09.1988	01.01.1989
131. n.t. : 2/2	26.09.1988	01.01.1989
132. n.t. : 5A	26.10.1988	01.01.1989
133. n.t. : 12A/1 (n° : 6, 11, 15, 86a-b, 87, 105, 108, 128, 136, 143-144, 149, 156, 159-160, 164); a. : 12A/1 (n° : 1c-d, 84, 133, 134c)	12.12.1988	01.01.1989
134. n.t. : 14/3e, 14/3g, 14/3i	21.12.1988	01.01.1989
135. n.t. : 42/1	22.03.1989	04.04.1989
136. n.t. : 42/1	05.04.1989	13.04.1989
137. n.t. : 9C-9D	12.07.1989	01.01.1990
138. n.t. : 11A, 11C, 12	08.11.1989	01.01.1990
139. n.t. : 5A	08.11.1989	01.01.1990
140. n.t. : 2/2	27.11.1989	01.01.1990
141. n. : 11; n.t. : chap. V de la première partie	27.11.1989	01.01.1990
142. n. : 12A/1 (n° : 77); n.t. : 12A/1 (n° : 3-9, 12-14, 22-25, 27, 29-30, 37-38, 40, 44, 49, 52, 58-59, 62-63, 66, 70-71, 76, 78-79, 85); a. : 12A/1 (n° : 19, 21)		
143. n.t. : 11C, 12	05.09.1990	01.01.1991
144. n.t. : 11	31.10.1990	01.01.1991
145. n.t. : 2/2	31.10.1990	01.01.1991
146. n.t. : 5A	21.11.1990	01.01.1991

147. n.t. : 12A/1 (n° : 89-100, 102-104, 110-111, 114-115, 117, 119-120, 122-127, 129-131, 134, 138-140, 146-147, 151, 153, 163, 165, 168)	03.12.1990	01.01.1991
148. n. : 41/4; n.t. : 36A	10.12.1990	01.01.1991
149. n.t. : 11C, 12	16.09.1991	01.01.1992
150. n.t. : 5A	16.10.1991	01.01.1992
151. n.t. : 2/2	02.12.1991	01.01.1992
152. n.t. : 11	02.12.1991	01.01.1992
153. n.t. : 12A/1 (n° : 1, 11, 15-17, 20, 25, 31-32, 34, 39, 42-43, 46-47, 55, 61, 65, 68-69, 72-73, 80, 83, 104)	18.12.1991	01.01.1992
154. n.t. : 11C, 12	21.09.1992	01.01.1993
155. n.t. : 12A/1 (n° : 15, 87, 105, 108, 143-144, 150, 155-156, 159-160, 164, 169); a. : 12A/1 (n° : 149)	04.11.1992	01.01.1993
156. n.t. : 2/2	11.11.1992	01.01.1993
157. n.t. : 5A	07.12.1992	01.01.1993
158. n.t. : 14 phr. 1, 14 (note), 14/3e, 14/3i	07.12.1992	01.01.1993
159. n.t. : 5C/2b	23.12.1992	01.01.1993
160. n.t. : 2/2	03.02.1993	01.01.1993
161. n.t. : chap. IIIA de la première partie, 9B/6	07.04.1993	15.04.1993
162. n.t. : 11C, 12	15.09.1993	01.01.1994
163. n.t. : 5A	04.10.1993	01.01.1994
164. n. : 12A/6; n.t. : 12A/1 (n° : 3-9, 12, 14, 23-25, 27, 29-30, 37-38, 40, 44, 49, 51-52, 58, 62-64, 66, 70-71, 76-79)	20.10.1993	01.01.1994
165. n.t. : 2/2	29.11.1993	01.01.1994
166. n.t. : 14	22.12.1993	01.01.1994
167. n.t. : dénomination du département (13/d, 19/1, 27/2, 27/4, 30/2, 40, 41/1, 44-45, 45A-45B)	22.12.1993	01.01.1993
168. n.t. : 11C, 12	12.10.1994	01.01.1995
169. n.t. : 12A/1 (n° : 89-91, 92a, 93-96, 97b, 98-102, 111, 113-115, 117, 119-120, 122, 123a-c, 124-127, 129, 131a, 132, 134-136, 138-140, 151, 153b-c, 163b, 165, 168)	02.11.1994	01.01.1995
170. n.t. : 5A	16.11.1994	01.01.1995
171. a. : chap. I de la première partie (1-4, 4A-4B)	12.12.1994	01.01.1995
172. n.t. : 25, 25A-25B	12.12.1994	01.01.1995
173. n.t. : 9A, 36A; a. : chap. V de la première partie, 11	12.04.1995	22.04.1995
174. n.t. : 11C, 12	18.09.1995	01.01.1996
175. n.t. : 5A	25.09.1995	01.01.1996
176. n.t. : 12A/1 (n° : 1a-c, 2, 10, 11a-d, 15-18, 20, 22, 28, 31a-c, 32, 34, 39, 42-43, 45-47, 50, 53, 55, 61, 65, 68a-b, 69, 72-73, 80-83, 85)	08.11.1995	01.01.1996
177. n.t. : 12A/1 (n° : 11d, 15b)		
178. n.t. : 11C, 12	14.02.1996	01.01.1996
179. n.t. : 5A	30.10.1996	01.01.1997
180. n.t. : 12A/1 (n° : 86-87, 100, 103-105, 107-110, 112, 130, 143-148, 150, 155-156, 159-160, 162, 164, 169)	18.12.1996	01.01.1997
181. n.t. : 11C, 12	18.12.1996	01.01.1997
182. n.t. : 5A		
183. n.t. : 12A/1 (n° : 3-9, 11-15, 23-25, 27-30, 37-38, 40, 44, 49, 51-52, 58-59, 62-64, 66-67, 70-71, 76-79, 85)	22.10.1997	01.01.1998
184. n.t. : 11C, 12	12.11.1997	01.01.1998
185. n.t. : 5A	08.12.1997	01.01.1998
186. n.t. : 12A/1 (n° : 91, 94-101, 111, 113-115, 117, 120, 123, 127, 131-132, 134-136, 138-140, 151, 153, 157, 163, 165, 168)		
187. n.t. : 11C, 12	21.10.1998	01.01.1999
188. n.t. : 5A	10.03.1999	01.01.1999
189. n.t. : 12A/1 (n° : 3, 31, 34, 42-43, 45, 61, 81)	26.05.1999	01.01.1999
190. n.t. : 11C, 12		
191. n.t. : 12A/1 (n° : 89, 104, 104a, 104b, 122, 129, 138, 140, 145, 151)	03.11.1999	01.01.2000
192. a. : 5	01.03.2000	01.01.2000
193. n.t. : 30-33, 37, 43, 45A; a. : 34-35, 36A, 45B	28.06.2000	01.01.2000
194. a. : chap. III de la troisième partie, 25-25B	25.10.2000	01.01.2001
195. a. : 5A-5B	20.12.2000	01.01.2001
196. a. : chap. II de la première partie, 5C, chap. III de la première partie, 6-9A, chap. IIIA de la première partie, 9B-9E	14.11.2001	22.11.2001
197. n.t. : 12A/1 (n° : 16, 27, 46-47, 50, 65, 68, 72, 85)	14.11.2001	01.01.2002
198. n.t. : 11C, 12	28.11.2001	06.12.2001
199. n.t. : 11C	19.12.2001	29.12.2001
200. n.t. : 11C, 12	19.12.2001	29.12.2001
201. n.t. : 12A/1 (n° : 86, 87, 105, 108, 130, 146, 156, 164)	19.12.2001	01.01.2002
202. n.t. : 11C, 12	16.01.2002	01.01.2002
203. n.t. : 12A/1 (n° : 1, 2, 8, 10, 11, 17, 22, 31, 32, 53, 63, 64, 65, 73, 83)	20.08.2002	01.01.2002
204. n.t. : 11C, 12	30.10.2002	01.01.2003
205. n.t. : 12A/1 (n° 90, 92, 97, 103, 109, 110, 128, 132, 136, 148, 159, 160, 162, 163)	18.12.2002	01.01.2003
206. n.t. : 11C, 12	19.11.2003	01.01.2004
207. n.t. : 12A/1 (n° 11, 12, 15, 23-25, 27, 29, 37, 40, 49, 51, 52, 58, 62, 66, 70, 71, 76)	17.12.2003	01.01.2004
208. n.t. : rectification selon 7C/1, B 2 05 (30, 32, 40, 41, 44, 45, 45A)	24.11.2004	01.01.2005
209. n.t. : 11C, 12	22.12.2004	01.01.2005
210. n.t. : 12A/1 (n° 28, 93, 94, 96, 98, 101, 102, 111, 113, 115, 117, 119, 120, 123, 124, 125, 126, 127, 131, 135, 143, 153, 154)	28.11.2005	01.01.2006
211. n. : 27A, 28A, (d : 29A >> 29B) 29A; n.t. : 28, 29	21.12.2005	01.01.2006
212. n.t. : 11C, 12	28.02.2006	28.02.2006
213. n. : 13 (note); n.t. : 12A/1 (n° 3, 5, 7, 8, 9, 11, 12, 14, 15, 16, 31, 34, 42, 44, 47, 63, 66, 68, 70, 80, 85, 108, 117), 13/a; a. : 12A/1 (n° 2, 4, 6, 23, 24, 25, 30, 45, 72, 82, 83, 92, 107, 109, 127, 129, 130, 168)	29.11.2006	01.01.2007
214. n.t. : rectification selon 7C/1, B 2 05 (30, 32/7a, 32/7b, 32/7c, 36/2, 45A)	20.12.2006	01.01.2007
215. n.t. : 11C, 12	05.09.2007	01.01.2008
216. n.t. : 12A/1 (n° 87, 89, 104, 105, 108, 122, 138, 139, 140, 143, 144, 145, 146, 147, 150/a, 151, 155, 164, 165, 169), 12B/a	21.11.2007	01.01.2008
217. n.t. : 3 ^e partie (note); a. : chap. I de la 3 ^e partie, chap. II de la 3 ^e partie, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23	17.12.2007	01.01.2008
218. n.t. : 37 (note), 40, 42/4, 45; a. : 37/2 (d : 37/3 >> 37/2), 41, 44, 45A		
	11.11.2008	11.11.2008
	08.12.2008	01.01.2009
	15.12.2008	01.01.2009
	15.12.2008	01.01.2009
	01.04.2009	01.04.2009